



APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DE PRIX N°04/2025

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

OBJET :

Organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles au titre de l'année 2025 au profit du Département des Marocains Résidant à l'Etranger en lot unique.

Marché passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en séance publique passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, et l'alinéa b du paragraphe 1 et paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	6
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE	6
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ	6
ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	7
ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	8
ARTICLE 8 : DATE D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS.	8
ARTICLE 9 : RECEPTION PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE.	8
ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.	9
ARTICLE 13 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	9
ARTICLE 14 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL.....	9
ARTICLE 15 : CAS DE FORCE MAJEURE	9
ARTICLE 16 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX.	10
ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT.	10
ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT.	11
ARTICLE 19 : DROITS DE TIMBRE.....	11
ARTICLE 20 : SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 21 : ASSURANCES - RESPONSABILITE.....	12
ARTICLE 22 : NANTISSEMENT	12
ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD.....	12
ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES NON RESIDENTS AU MAROC	13
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	14
CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX-DÉTAIL ESTIMATIF	21

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en séance publique passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, et l'alinéa b du paragraphe 1 et paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), relatif aux marchés publics.

Entre

Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger - Département des Marocains Résidant à l'Etranger -, représenté par **Monsieur le Secrétaire Général Maître d'Ouvrage**.

Désigné ci-après par le terme "**Maître d'Ouvrage**",

D'UNE PART

ET

1- Cas de personne morale

La société représentée par Monsieur
..... qualité de

Agissant au nom et pour le compte de en
vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social :patente n°

Identifiant fiscal:.....

Registre de commerce de :sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....

Ouvert auprès de

Désigné ci- après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

2- Cas de personne physique

MonsieurAgissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de : sous le n°.....

Patente n°.....Affilié à la CNSS sous n°.....

Faisant élection de domicile au

.....

.....

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....

Ouvert auprès de

Désigné ci- après par le terme « **PRESTATAIRE** »

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

3- Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- Membre 1 :

Monsieur qualité

Agissant au nom et pour le compte deen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capitale social : Patente n°.....

Registre de commerce de : Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°.....

Faisant élection de domicile au

.....

.....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

Ouvert auprès de

- Membre 2 :

.....
.....

(Servir les renseignements le concernant).....

- Membre n. :

.....
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M
..... (Prénom, nom et qualité) en
tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un
compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24
positions).....Ouvert auprès de
.....

Désigné ci- après par le terme « PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent Appel d'offres ouvert international sur offres de prix N°4/2025 a pour objet: Organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles au titre de l'année 2025 au profit du Département des Marocains Résidant à l'Etranger en lot unique.

IL s'agit de la prise en charge de la participation des membres de la communauté marocaine résidente à l'étranger MRE conviés aux festivités relatives aux cérémonies officielles, au titre de l'année 2025, organisée au Maroc, du 28 Juillet au 1^{er} Août 2025.

La consistance des prestations à réaliser dans le cadre du présent appel d'offres est détaillée au chapitre II relatif aux Cahier des prescriptions techniques.

ARTICLE 2 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Marché passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, et l'alinéa b du paragraphe 1 et paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Secrétaire Général du Département des Marocains Résidant à l'Etranger est désigné Maître d'Ouvrage à l'effet d'assurer la préparation, la passation et l'exécution du présent marché au nom et pour le compte du Département des Marocains Résidant à l'Etranger.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales;
3. Le bordereau des prix-détail estimatif;
4. Le cahier des clauses administratives générales-EMO ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants :

1. Le Décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21/04/1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
2. Le Dahir n° 1-56-211 du 8 Joumada I 1376 (11/12/1956) relatif aux garanties pécuniaires

des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

3. Le décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
4. Le décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
5. L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
6. Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
7. Le décret n°02-07-1235 du 05 kaada 1429 5 (04 novembre 2008) relatif au Contrôle des Dépenses de l'Etat ;
8. Le dahir n°1-03-194 du 14 rajab 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
9. Le décret n°2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
10. Dahir n° 1-10-2008 du 26 safar 1431 (11 février 2010) portant promulgation de la loi 28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires.
11. Décret n° 2-10-473 du 7 choual 1432 (6septembre 2011) prix pour l'application de certaines dispositions de la loi n°28-07 relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires.
12. Décret n° 2-12-389 du 11 joumada II 1434 (22 avril 2013) fixant les conditions et les modalités d'étiquetage des produits alimentaires.
13. La législation et la réglementation en vigueur, en matière d'industrie hôtelière.
14. Tous les textes législatifs et réglementaires rendus applicables à la date limite de remise des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents, s'il ne les possède déjà, et ne pourra, en aucun cas, exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En vertu des dispositions de l'article 142 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics précité, le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation des marchés ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze (15) jours à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

En vertu des dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics précité, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du présent décret, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

Conformément à l'article 17 du CCAG-EMO, les notifications du Maître d'Ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire du marché est tenu d'en aviser le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 8 : DATE D'ACHEVEMENT DES PRESTATIONS / DELAI D'EXECUTION

Le présent marché est conclu pour une durée de **cinq (05) jours**.

La date de commencement des prestations **fixée au 28 juillet 2025** est notifiée par ordre de service au prestataire par le Maître d'Ouvrage.

Le prestataire devra achever les prestations désignées en objet à la date **du 1^{er} août 2025**.

ARTICLE 9 : RECEPTION PROVISOIRE ET RECEPTION DEFINITIVE.

Le Maître d'ouvrage s'assure, en présence du prestataire ou de son représentant, de la conformité quantitative et qualitative des prestations objet du marché.

La réception sera prononcée conformément à l'article 49 du CCAG-EMO à l'issue de la réalisation des prestations. Elle ne pourra être prononcée que si ces prestations répondent aux conditions stipulées au présent cahier des prescriptions spéciales.

A l'issue de ces opérations, et compte tenu qu'il n'est prévu de délai de garantie, le Maître d'ouvrage prononcera la réception définitive en même temps que la réception provisoire.

Les opérations susmentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès-verbal de réception provisoire et définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet.

ARTICLE 10 : RETENUE DE GARANTIE.

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au prestataire.

ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du titulaire du marché, il est fait application des dispositions prévues à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1448 (08 Mars 2023) précité.

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues à l'article 52 du Décret n°2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'oeuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO)

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en oeuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.

Conformément aux stipulations de l'Article 162 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 54 du Décret n°2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le Maître d'Ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents, conformément à l'article 55 du CCAG-EMO.

ARTICLE 14 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL.

En vertu de l'article 149 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, le taux de recours à la main-d'œuvre locale par le titulaire du marché est fixé à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens dudit article, on entend par "main d'œuvre locale" la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

ARTICLE 15 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 32 du décret n°2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) du CCAG-EMO, relatif aux cas de force majeure.

Les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de cas de force majeur sont définis comme suit :

- La neige : 50 cms ;
- La pluie : 70 mms ;
- Le vent : 70 kms /h ;
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 16 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX.

Les prestations du présent marché seront rémunérées sur la base de prix unitaires.

Le marché est à prix fermes et non révisables.

Les prix sont établis et calculés sur la base du bordereau des prix-détail estimatif du présent cahier des prescriptions spéciales.

Ils rémunèrent les prestations les concernant par application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées du marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de services y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT.

1. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE :

Le cautionnement provisoire est fixé à Soixante-neuf-mille (69.000,00) Dirhams.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) du CCAG-EMO.

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée par voie électronique via le portail des marchés publics et ce conformément à l'arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, Chargé du Budget n° 1689-23 du 14 hija 1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

2. CAUTIONNEMENT DEFINITIF :

Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 12 du CCAG-EMO, le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché. Il devra être constitué dans les trente (30) jours suivant la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive du marché.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, est libéré à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de trois (03) mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT.

Les paiements seront effectués après prononciation de la réception provisoire et définitive des prestations objet du présent marché.

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décompte établi par le Maître d'Ouvrage en application des prix du bordereau des prix-détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Le titulaire du présent marché soumet au maître d'ouvrage une facture via la plateforme GID-fournisseur. Cette facture doit décrire les articles réalisés, préciser les quantités exécutés et indiquer le montant total à payer.

Sur ordre du Maître d'Ouvrage, les sommes dues au prestataire de service seront versées au compte n° (RIB sur 24 chiffres).....ouvert auprès de.....

ARTICLE 19 : DROITS DE TIMBRE.

En application de l'article 6 du CCAG-EMO, le titulaire acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 20 : SOUS-TRAITANCE.

Le prestataire peut conformément à l'article 151 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de ce marché.

Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 151 du décret précité, le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au Maître d'Ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquels il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) précité. Dans tous les cas, le Maître d'Ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants dans l'exécution du marché.

Les prestations qui constituent le corps d'état principal du marché et qui ne peuvent faire l'objet de la sous-traitance sont les prestations relatives aux postes n°6 et n°7.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au Maître d'Ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des

prestations sous-traitées. Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le Maître d'Ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le Maître d'Ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 21 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le Titulaire du marché doit adresser au Maître d'ouvrage, avant tout commencement de livraison, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG- EMO.

ARTICLE 22 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, le titulaire bénéficiera du régime institué par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13, relative au nantissement des marchés publics étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage sera opérée par les soins de la Direction des Ressources humaines, Financières et des Systèmes d'Information ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou subrogation, les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n°112-13 précitée, est le Monsieur le Secrétaire Général ;
3. Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Ministériel auprès des Affaires Etrangères, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le Maître d'Ouvrage délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre pour le nantissement du marché conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 précitée.

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour de retard de 1‰ (Un pour mille) du montant du marché par jour effectif en retard.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant initial du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage est tenu d'informer le bénéficiaire du nantissement, des pénalités de retard appliquées au titulaire du marché, conformément à l'article 9 de la loi no 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des fournitures réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Le Maroc accorde un intérêt particulier à ses citoyens résidant à l'étranger. La composante MRE est ainsi prise en compte dans la conception et la mise en œuvre des différentes politiques publiques du Royaume. Cette approche s'appuie sur plusieurs fondamentaux au sommet desquels les Hautes Directives Royales. Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, a souligné à maintes reprises la nécessité d'accompagner les MRE, de mieux répondre à leurs attentes et d'adapter, en conséquence, tous les services à leurs besoins. La constitution de 2011 a également consolidé cette approche par le biais des dispositions prévues par les articles 16, 17, 18 et 163 mettant en exergue la protection de leurs droits et intérêts, la préservation de leur identité nationale et leur contribution dans le développement du Maroc. A cela s'ajoute les programmes gouvernementaux successifs qui ont consacré un volet entier aux MRE en les plaçant au cœur de leurs priorités.

En ce sens, le Ministère a élaboré une stratégie intégrée qui ambitionne de mettre en œuvre ces orientations stratégiques. Les objectifs de cette stratégie convergent vers une et une seule ambition : le renforcement des liens des Marocains Résidant à l'étranger avec leur pays d'origine, le Maroc.

S'inscrit dans cette optique, en premier lieu, la participation des membres de la communauté marocaine résidente à l'étranger aux cérémonies officielles. A cet effet, et en coordination avec les missions diplomatiques du Royaume du Maroc, plusieurs membres de la communauté marocaine résidente à l'étranger sont conviés, annuellement, par le département des Marocains Résidant à l'étranger, pour participer aux festivités relatives aux cérémonies officielles, organisées du 28 juillet au 1^{er} août, afin de consolider leur attachement et renforcer leur identité nationale.

En marge de ces célébrations officielles, une rencontre, réunissant tous les participants, est organisée le 29 juillet afin de mettre en exergue les précieux acquis réalisés ainsi que les nouveaux défis à surmonter pour bâtir un Maroc moderne et prospère.

Le titulaire du marché est tenu de réaliser les prestations relatives à la prise en charge de la participation des membres de la communauté marocaine résidente à l'étranger MRE conviés à cet effet, définies et détaillées ci-après :

- Assurer l'hébergement et la restauration de 150 personnes comprenant les invités MRE, les accompagnateurs et le comité d'organisation.
- **Prendre** en charge les frais de transport interne terrestre et ferroviaire.
- **Mettre** à la disposition du Maître d'ouvrage les sites devant abriter la rencontre du 29 juillet 2025.
- **Prévoir** le service de l'interprétariat simultané en faveur des invités MRE vu la diversité de leurs pays d'accueil à l'occasion de la rencontre du 29 juillet 2025.
- Assurer les prestations relatives à la communication en termes des moyens et supports y afférents.
- Assurer l'accueil des invités à l'aéroport Med V à Casablanca le 28 juillet 2025.

Produit 1 : hébergement et restauration

Le prestataire s'engage à :

- Répondre immédiatement aux besoins du Maître d'Ouvrage.
- Réserver les chambres dans un **Hôtel Classé 5 étoiles**.
- Prendre en charge les invités à leur arrivée, durant leur séjour et à leur départ de l'établissement. Les chambres doivent être prêtes avant l'arrivée des invités, et que le check-in soit fluide et se passe dans les meilleures conditions.
- Gérer l'accueil des invités à l'hôtel et veiller au bon déroulement de leur séjour.
- Assurer un service de qualité supérieure.

Le prestataire est tenu également de :

- Prendre en charge pour chaque personne hébergé (invités MRE, comités d'organisation et d'accompagnement) un buffet marocain et international varié et riche (en qualité et quantité) lors de chaque petit-déjeuner, déjeuner et dîner durant toute la période du séjour ;
- Assurer la prestation de restauration, en concertation avec le Maître d'Ouvrage, soit en dehors ou bien au sein de l'établissement touristique ;
- Préparer les repas selon les menus et les normes sanitaires en vigueur. Il devra utiliser des produits frais et de qualité ;
- Distribuer lors de chaque repas, une bouteille d'eau minérale de 50 cl pour chaque personne, un soda ou un jus naturel ;
- Mettre à disposition des personnes hébergées dans leurs chambres, deux bouteilles d'Eau minérale de 1.5 L par jour ;
- Respecter d'éventuels régimes alimentaires des invités ;
- Respecter les normes d'hygiène et de sécurité ;
- Disposer d'un personnel qualifié et expérimenté.

- Poste n°1 : Hébergement dans une Chambre Single

Le titulaire doit prendre en charge les frais d'hébergement et de restauration de 130 personnes dans un hôtel de meilleur choix des hôtels classés cinq (05) étoiles à Rabat, pendant 5 jours, du 28 juillet au 1^{er} août 2025, soit **520 nuitées** au total (**4 nuitées X 130 chambres singles**)

Poste n°1 payé à la nuitée.

- Poste n°2 : Hébergement dans une Chambre double

Le titulaire doit prendre en charge les frais d'hébergement et de restauration de 20 personnes comprenant l'équipe d'organisation et les accompagnateurs dans un hôtel de meilleur choix des hôtels de cinq (05) étoiles à Rabat, pendant 3 jours, du 29 au 31 juillet 2025, soit 20 nuitées au total (**2 nuitées X 10 chambres doubles**).

Le prix de la nuitée proposé comprend les frais d'hébergement et de restauration pour deux (02) personnes et non pas par personne.

Poste n°2 payé à la nuitée.

Le planning de la restauration des invités hébergés doit être assuré selon le calendrier suivant :

<i>Jour</i>	<i>Restauration</i>
28 juillet 2025	Demi-pension à l'établissement touristique : <ul style="list-style-type: none">- Déjeuner selon les arrivées.- Diner .
29 juillet 2025	Pension complète (Petit-Déjeuner + Déjeuner + Diner) à l'établissement touristique.
30 juillet 2025	Demi-pension (Petit-Déjeuner + Diner) à l'établissement touristique.
31 juillet 2025	<ul style="list-style-type: none">- Demi-pension (Petit-Déjeuner + Diner) à l'établissement touristique.- Déjeuner dans un restaurant à la ville de déroulement des festivités conformément au détail du Poste n°4 du cahier des prescriptions techniques ci-après.
01 août 2025	Demi-pension à l'établissement touristique : <ul style="list-style-type: none">- Petit-Déjeuner.- Déjeuner selon les départs.

AUTRES PRESTATIONS DE RÉCEPTION ET DE RESTAURATION

- Poste n°3 : Pause-café lors de la rencontre du 29 juillet 2025

Le prestataire doit prévoir, au sein de l'établissement touristique, le 29 juillet 2025 une pause-café améliorée pour 170 personnes comprenant en plus des 150 personnes hébergés, autres invités.

La pause-café améliorée comprend : Thé, café, quatre (04) sortes de jus naturels, eau minérale 50cl (Bouteille Individuelle), viennoiseries sucrées et salées, gâteaux de soirées, sablés au chocolat et sablés aux amandes, présentation de macarons et de gâteaux marocains et de fours secs/moelleux.

Poste n°3 payé à la personne.

- Poste n°4 : Déjeuner du 31 juillet 2025

Organisation d'un déjeuner, dans un restaurant à la ville de déroulement des festivités, en concertation avec le Maître d'Ouvrage, pour 170 personnes comprenant en plus des 150 personnes hébergés, autres invités.

Le déjeuner composé d'un menu traditionnel : Salades variées nationales et internationales, Pastilla de pigeon aux amandes, plat principal, boissons gazeuses premier choix, Eau minérale, corbeille de fruits de saison, glace, café, thé et gâteaux marocains. Ce déjeuner aura lieu le 31 juillet 2025 dans un restaurant à la ville abritant les festivités.

Poste n°4 payé à la personne.

Produit 2 : Transport des participants

Le titulaire doit prendre en charge les frais de transport des participants (Invités MRE, Accompagnateurs et comité d'organisation) sur les lieux des festivités, comme suit :

<i>Jour</i>	<i>Besoins en transport</i>
28 juillet 2025	- Transfert des invités MRE de l'Aéroport Med V à Casablanca vers l'Hôtel à Rabat : Voitures berlines selon les arrivées.
30 juillet 2025 <i>(Invités MRE + comité d'organisation + Accompagnateurs)</i>	- Transfert par Autocar de l'Hôtel vers la gare de Rabat-Agdal. - Transfert par LGV vers Tanger. - Transfert par Autocar de la gare de Tanger vers les lieux des festivités. - Transfert par Autocar vers la gare de Tanger. - Transfert par LGV vers Rabat. - Transfert par Autocar vers l'Hôtel à Rabat.
31 juillet 2025 <i>(Invités MRE + comité d'organisation + Accompagnateurs)</i>	- Transfert par Autocar de l'Hôtel vers la gare de Rabat-Agdal. - Transfert par LGV vers Tanger. - Transfert par Autocar de la gare de Tanger vers Tétouan et régions. - Transfert par Autocar de Tétouan et régions vers la gare de Tanger. - Transfert par LGV vers Rabat. - Transfert par Autocar vers l'Hôtel à Rabat.
01 août 2025	- Transfert des invités MRE de l'Hôtel à Rabat vers l'Aéroport Med V à Casablanca : Voitures berlines selon les départs.

- Poste n° 5 : Transfert en voitures berlines

Le prestataire devra mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage 50 voitures berlines, de 4 places avec chauffeur assurant un confort optimal des passagers, pour assurer le transfert des invités MRE de l'aéroport Med V à Casablanca vers l'hôtel d'hébergement à Rabat et de l'hôtel d'hébergement à Rabat vers l'aéroport Med V à Casablanca.

- Le 28 juillet 2025 : Transfert Aéroport Med V à Casablanca - Rabat
- Le 1^{er} août 2025 : Transfert Rabat - Aéroport Med V à Casablanca.

Poste n°5 payé à la voiture.

- Poste n° 6 : Transport en autocar

Le prestataire devra mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage 12 autocars, de 54 places assurant un confort optimal des passagers, pour assurer le transport des participants à l'intérieur de la ville de Rabat et à la ville de Tanger, Tétouan et environs.

- A Rabat :
 - 3 autocars pour assurer le transport des participants le 30 juillet 2025 :
 - Du site d'hébergement à Rabat vers la gare de Rabat -Agdal.
 - De la gare de Rabat -Agdal vers le site d'hébergement à Rabat.
 - 3 autocars pour assurer le transport des participants le 31 juillet 2025 :
 - Du site d'hébergement à Rabat vers la gare de Rabat -Agdal.
 - De la gare de Rabat -Agdal vers le site d'hébergement à Rabat.

- Tanger-Tétouan:
 - 3 autocars pour assurer le transport des participants le 30 juillet 2025 :
 - De la gare de Tanger vers le lieu de déroulement des festivités.
 - Du lieu de déroulement des festivités vers de la gare de Tanger.
 - 3 autocars pour assurer le transport des participants le 31 juillet 2025 :
 - De la gare de Tanger vers le lieu de déroulement des festivités.
 - Du lieu de déroulement des festivités vers de la gare de Tanger.

Poste n°6 payé à l'autocar.

- Poste n° 7 : Transport ferroviaire

Le prestataire devra assurer le transport en 1^{ère} classe par LGV de 150 participants, aller-retour, Rabat-Tanger, et ce les 30 et 31 juillet 2025.

Poste n°7 payé à la personne.

Produit 3 : Mise à disposition et aménagement des lieux de l'événement relatif à la rencontre avec les invités MRE participant aux festivités.

- Poste n°8 : Salle de conférence aménagée

Le prestataire doit aménager la salle de conférence prévue pour tenir une rencontre avec les invités MRE participant aux festivités, **d'une capacité d'au moins 170 places assises, au sein de l'établissement touristique d'hébergement**. Cette salle, mise à la disposition du Maître d'Ouvrage le 29 juillet 2025, doit être :

- De dimensions adéquates en largeur et en longueur en matière de capacité d'accueil de places assises tel que exigé par le Cahier des Prescriptions Techniques et d'une hauteur minimale obligatoire de 4 mètres permettant la mise à disposition d'un écran LED 3M/6M.
- Habillée avec le visuel de l'événement.
- Aménagée d'une manière permettant la mise en place d'un pupitre et une scène pouvant accueillir au moins 4 fauteuils d'une seule place.
- Équipée d'écrans retour, de connexion internet, de matériel d'éclairage avec la régie lumière, de matériel de sonorisation.
- Équipée de cabines d'interprétariat (Arabe, Français et Anglais).

Poste n°8 payé à la salle.

- Poste n°9 : Espace d'accueil aménagé:

Le titulaire doit mettre à disposition du maitre d'ouvrage un espace d'accueil, les 28 et 29 juillet 2025, au sein de l'établissement touristique d'hébergement. Il doit être aménagé comme suit :

- 2 desks d'accueil avec habillage personnalisé.
- 2 ordinateurs portables.
- 01 imprimante multifonction.
- Connexion internet.

- Rames de papier et fournitures de bureau.

Poste n°9 payé à l'espace.

- Poste n°10 : Salle comité d'accompagnement aménagée :

Le titulaire doit aménager une salle, au sein de l'établissement touristique d'hébergement, pour le comité d'accompagnement, les 28 et 29 juillet 2025, équipée de :

- 4 desks avec habillage personnalisé.
- 01 imprimante multifonction.

Poste n°10 payé à la salle.

Produit 4 : les outils de communication

- Poste n°11 : conception de l'identité visuelle de l'événement

Le prestataire devra faire des propositions d'identité visuelle de l'événement en parfaite adéquation et en harmonie avec la nature de la cérémonie officielle. Ces propositions doivent être originales et déclinables en plusieurs langues et sur l'ensemble des outils de promotion de l'événement.

La proposition de l'identité visuelle doit être soumise à la validation préalable du Maître d'Ouvrage.

Poste n°11 payé à l'unité

- Poste n°12 : Roll Up

Conception et impression de Roll up - Impression sur Bâche montée sur structure déployable sur le mécanisme, Format 2m x 0,80m, Quadrichromie ; Langue : Arabe, Français, Anglais et Amazigh.

Poste n°12 payé à l'unité.

- Poste n°13 : Brochure (annuaire des participants)

Conception, réalisation et impression d'une brochure quadri sur papier couché 170 g Couverture sur papier 300 grs pelliculé mat avec vernis sélectif ; Langues : arabe, Française et Anglaise.

Poste n°13 payé à l'unité.

- Poste n°14 : Affiche

Affiche format 60x80 sur papier couché mat 250 gr Pelliculage mat et vernis sélectif ; Langues : arabe, Française et Anglaise.

Poste n°14 payé à l'unité.

- Poste n°15 : Agenda

Agenda A5 de luxe en cuir avec impression laser.

Poste n°15 payé à l'unité.

- **Poste n°16 : Porte document**

Porte document en similicuir avec sérigraphie, en format A4.

Poste n°16 payé à l'unité.

- **Poste n°17 : Badge et porte badge (à Ruban).**

Conception et impression des badges comité d'organisation et des badges nominatifs pour les invités MRE. Badges 90*120mm imprimé recto verso en papier plastifié rigide avec perforation et cordon.

Poste n°17 payé à l'unité

- **Poste n°18 : Stylo**

Stylo bille à ancre tactile métal avec impression UV.

Poste n°18 payé à l'unité.

Produit 5 : interprétariat simultané

- **Poste n°19 : matériel d'interprétariat**

Le prestataire devra prévoir tout le matériel nécessaire pour la prestation de l'interprétariat, lors de la rencontre du 29 juillet 2025, y compris :

- 150 casques.
- Une régie de traduction de qualité.

Le prestataire devra prévoir un espace de remise de casques ainsi que le personnel nécessaire.

Poste n°19 payé à l'ensemble.

- **Poste n° 20 : interprétariat simultané**

Les interprètes désignés doivent être qualifiés, professionnels, ayant une expérience avérée en interprétariat d'au moins 3 ans. L'interprétariat est assuré dans les trois langues (arabe, française et anglaise), lors de la rencontre du 29 juillet 2025.

Pour se faire, le prestataire est tenu de mettre à disposition du maître d'ouvrage six (06) interprètes.

Poste n°20 payé à l'interprète.

Produit 6 : l'accueil des invités à l'aéroport Med V à Casablanca le 28 juillet 2025.

- **Poste n° 21 : Agent d'accueil**

Le prestataire devra mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage une équipe d'accueil composée de cinq (05) agents pour assurer l'accueil des invités à l'intérieur de l'aéroport, le 28 juillet 2025. Le Maître d'Ouvrage assurera les démarches et les dispositions nécessaires pour l'obtention des autorisations d'accès à l'intérieur de l'aéroport auprès des autorités aéroportuaires.

Poste n°21 payé à l'agent.

CHAPITRE III : BORDEREAU DES PRIX-DÉTAIL ESTIMATIF

OBJET : Organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles
au titre de l'année 2025 au profit du Département des Marocains
Résidant à l'Etranger en lot unique.

N° du poste	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire en dirhams (hors TVA) en chiffres)	Total (en chiffres)
	1	2	3	4	5=3x4
1	<i>Hébergement dans une Chambre Single</i>	<i>Nuitée</i>	<i>520</i>		
2	<i>Hébergement dans une Chambre double</i>	<i>Nuitée</i>	<i>20</i>		
3	<i>Pause-café lors de la rencontre du 29 juillet 2025</i>	<i>Personne</i>	<i>170</i>		
4	<i>Déjeuner du 31 juillet 2025</i>	<i>Personne</i>	<i>170</i>		
5	<i>Transfert en voitures berlines</i>	<i>Voiture</i>	<i>50</i>		
6	<i>Transport en autocar</i>	<i>Autocar</i>	<i>12</i>		
7	<i>Transport ferroviaire</i>	<i>Personne</i>	<i>150</i>		
8	<i>Salle de conférence aménagée</i>	<i>Salle</i>	<i>1</i>		
9	<i>Espace d'accueil aménagé</i>	<i>Espace</i>	<i>1</i>		
10	<i>Salle comité d'accompagnement aménagée</i>	<i>Salle</i>	<i>1</i>		
11	<i>Conception de l'identité visuelle de l'événement</i>	<i>Unité</i>	<i>1</i>		
12	<i>Roll Up</i>	<i>Unité</i>	<i>8</i>		
13	<i>Brochure (annuaire des participants)</i>	<i>Unité</i>	<i>30</i>		
14	<i>Affiche</i>	<i>Unité</i>	<i>12</i>		
15	<i>Agenda</i>	<i>Unité</i>	<i>150</i>		
16	<i>Porte document</i>	<i>Unité</i>	<i>150</i>		
17	<i>Badge et porte badge (à Ruban)</i>	<i>Unité</i>	<i>150</i>		

18	<i>Stylo</i>	<i>Unité</i>	<i>150</i>		
19	<i>Matériel d'interprétariat</i>	<i>Ensemble</i>	<i>1</i>		
20	<i>Interprétariat simultané</i>	<i>Interprète</i>	<i>6</i>		
21	<i>Agent d'accueil</i>	<i>Agent</i>	<i>5</i>		
Total hors TVA					
Taux TVA (20%) (Postes 7,8,9,10,11,12,13,14,15,16,17,18,19,20,21)					
Taux TVA (10%) (Postes 1,2,3,4)					
Taux TVA (12%) (Postes 5 et 6)					
Total					

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

APPEL D'OFFRES N°04/2025
MARCHE N°

OBJET : Organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles au titre de l'année 2025 au profit du Département des Marocains Résidant à l'Etranger en lot unique.

POUR UN MONTANT DE (*en chiffres et en lettres*) :
.....
.....
.....
.....

PRESENTE PAR :

(Le Maître d'Ouvrage)


Pour le Ministre des Affaires Etrangères
de la Coopération Africaine et des Marocains
Résident à l'Etranger et par Délégation
Moulay Ismail LAMGHARI MOUBARRAD
Secrétaire Général
L'ordonnateur Délégué

A RABAT, LE 21/05/2025

LU ET ACCEPTE PAR :

(Le prestataire)

A....., LE :...../...../.....

APPROUVE PAR :

A....., LE :...../...../.....